

N° DP 25/416

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE RELATIVE A UNE BANDE DE TERRAIN DE 1260 M² SUR LE PARKING RELAIS DE L'ESCAILLON - COMMUNE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la manifestation d'intérêt spontanée de Monsieur Lamasa Julien, agissant en tant que gérant de l'Auto-Ecole » La Rouge et Noire », en date du 15 octobre 2024,

VU l'avis de publicité suite à manifestation d'intérêt spontanée publié sur le site internet de la Métropole le 27 janvier 2025, ainsi que dans le journal Var Matin le 1^{er} février 2025,

VU le projet de convention d'occupation temporaire, ci-annexé,

CONSIDERANT que par manifestation d'intérêt spontanée en date du 15 octobre 2024, Monsieur Lamasa Julien agissant en tant que gérant de l'Auto-Ecole « La Rouge et Noire » a sollicité la Métropole pour la délivrance d'une convention permettant d'occuper une bande de terrain de 90 m par 14 m, soit au total 1260 m² sur le parking relais de l'Escaillon sis à TOULON, route de Marseille, cadastrée section DM n°0003 afin d'y exercer l'activité « d'entraînement au passage du permis moto »,

CONSIDERANT que la Métropole a publié sur le site internet de la Métropole le 27 janvier 2025 un avis de publicité suite à manifestation d'intérêt spontanée, ainsi que dans le journal Var Matin le 1^{er} février 2025, relative à la délivrance de cette convention d'une durée de 1 an renouvelable tacitement, sans pouvoir excéder 3 ans, moyennant une redevance annuelle de 13.860,00 € T.T.C.,

CONSIDERANT que la date limite de cette consultation avait été fixée au 28 février 2025 et qu'à cette date, aucune offre concurrente n'a été reçue,

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la Métropole de consentir une convention d'occupation temporaire à la société Auto-Ecole « La Rouge et Noire », pour une durée de 1 an et moyennant une redevance annuelle de 13.860 € T.T.C, portant uniquement sur une activité « d'entraînement au passage du permis moto »,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire d'une bande de terrain de 1260 m², sur le parking relais de l'Escaillon sis à TOULON, route de Marseille, cadastrée section DM n°0003 consentie à la société Auto-Ecole « La Rouge et Noire » destinée à une activité « d'entraînement au passage du permis moto », pour une durée de 1 an renouvelable tacitement, sans pouvoir excéder 3 ans, moyennant une redevance annuelle de 13.860 € TTC.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront inscrites au Budget Principal, section de fonctionnement, article n°70323, opération n°61101, service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSENTIE RELATIVE A UNE BANDE DE TERRAIN DE
1260 M² SUR LE PARKING RELAIS DE L'ESCAILLON
COMMUNE DE TOULON**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° DP

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'une part

ET

La SARL « AUTO ECOLE LA ROUGE ET NOIRE » dont le siège social à est TOULON, 19 Place Auguste Bouzigue, immatriculée sous le numéro SIRET 529 461 519 00025, représentée par Monsieur Julien LAMASA, gérant, dument habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a reçu en date du 15 octobre 2024 une manifestation d'intérêt spontanée d'un professionnel pour la délivrance d'une convention permettant d'occuper une partie du parking de l'Escaillon, sis à TOULON, Route de Marseille, pour une surface d'environ 1.260m².

Conformément à l'article L.2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui prévoit que « lorsque la délivrance d'un titre d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente », un avis de publicité suite à manifestation d'intérêt a été publié sur le site internet de la Métropole le 27 janvier 2025, ainsi que dans le journal Var Matin le 1^{er} février 2025, avec une date limite de réception des réponses indiquée au 28 février 2025.

A la date du 28 février 2025 aucune candidature concurrente n'a été réceptionnée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donc décidé d'accéder à la demande de la Société La Route et Noire, en lui délivrant une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain.

En conséquence, il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'Occupant est autorisé à occuper temporairement une bande de terrain de 90m par 14m, soit au total 126 m² sur le parking relais de l'Escaillon sis à TOULON, route de Marseille, aux seules fins d'exploitation d'une activité de « entraînement au passage du permis moto ».

Cette autorisation est :

- délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit de la Métropole.
- souscrite **à titre strictement personnel** et sans constitution de droits réels. **Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant.** Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe et sans discontinuité au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à la date de fin de l'occupation, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette autorisation, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce car elle se trouve sur le Domaine Public, inaliénable et imprescriptible.

Les droits réels ainsi que les dispositions des articles L 2124-32-1 à L 2124-35 accordés en application du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont exclus.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 1 an renouvelable tacitement, sans pouvoir excéder 3 ans, à compter de la notification.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

Article 3 – Conditions financières :

3.1 Calcul et montant de la redevance

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, calculée et révisée chaque année, selon la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain votés en Conseil Métropolitain.

La redevance annuelle s'élèvera pour l'année 2025 à treize mille huit cent soixante euros toutes taxes comprises (**13.860 € TTC**), calculée selon le détail ci-après :

- occupation terrain : $11 \text{ €/M}^2/\text{TTC}/\text{an} \times 1.260 \text{ m}^2 = 13.860 \text{ €/TTC}/\text{an}$

Pour l'année en cours, elle sera calculée au prorata du temps d'occupation.

3.2 Modalités de règlement

L'Occupant acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie Municipale de Toulon, à réception de l'avis des sommes à payer. Tout chèque devra être libellé à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : » **MTPM RODP LA ROUGE ET NOIRE MOTO ECOLE** »

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

3.3 Charges locatives - impôts

L'Occupant devra seul supporter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont ou pourraient être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

L'Occupant pourra être assujetti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats nécessaires à l'exploitation de son activité.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage du terrain mis à sa disposition.

Article 4 – Conditions d'occupation :

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène, aux établissements recevant du public et à la sécurité du travail et des installations.
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

Article 5 – Etat des lieux :

L'Occupant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol ...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser de construction ou de démolition, sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

Le Propriétaire réalisera uniquement un premier nettoyage avant la prise de possession du lieu.

L'Occupant devra assurer les nettoyages suivants nécessaires.

Article 6 – Travaux :

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Article 7 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 8 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

8-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

8-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 9 – Exécution de travaux par la Métropole

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour l'aménagement du parking, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

Article 10 – Renouvellement

La présente autorisation, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

Article 11 – Cessation d'occupation, Résiliation, Retrait de l'autorisation

La cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'Occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement.

Elle peut également intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

11.1 Résiliation à la demande de l'Occupant

Sur demande motivée de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de un (1) mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

11.2 Résiliation d'office

Elle intervient sur simple lettre recommandée avec accusé de réception, lorsque l'Occupant n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans l'exercice de son activité.

11.3 Résiliation par la Métropole pour défaut d'exécution de l'Occupant

Elle est prononcée, sans aucune autre formalité, par la Métropole un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter notamment à :

- se conformer à l'une quelconque des conditions de la présente convention,
- communiquer les autorisations réglementaires exigées par l'exercice de son activité,
- régler redevances ou impôts dus au titre des prescriptions de la présente convention.

11.4 Retrait pour cause d'intérêt général

Par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'Occupant avec un préavis d'un mois. Dans ce cas de figure, le montant de la redevance sera calculé au prorata-temporis d'occupation. L'Occupant sera indemnisé du préjudice résultant des dépenses exposées pour l'occupation du domaine conformément à l'article R 2125-5 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Article 12 – Recours

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 13 – Informatique et libertés

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Article 14 – Election de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Fait à Toulon, le

La SARL AUTO ECOLE
La Rouge et Noire
Méditerranée

Le Président de la Métropole
Toulon Provence

Julien LAMASA

Jean Pierre GIRAN